



Devoir de vigilance

pour la protection des droits de
l'Homme et de l'Environnement dans
notre chaîne d'approvisionnement



Version : avril 2020



« Pour nous, le **respect** et le renforcement des **droits de l'Homme** et la **protection de l'Environnement** sont un devoir fondamental pour les États, l'économie et les individus.

En tant qu'entreprise, nous concevons notre **devoir de vigilance** comme un processus de développement dynamique. Nous réviserons donc régulièrement le présent document afin de le faire évoluer. »



Devoir de vigilance

1. Avant-propos

Chez Lidl, le respect des droits de l'Homme et la protection de l'environnement sont à la base des échanges économiques et donc un pilier stratégique, y compris et en premier lieu lors de l'achat de marchandises. Nous appliquons par conséquent notre devoir de vigilance sociale et environnementale à l'ensemble de notre chaîne de création de valeur.

La garantie de transparence est au cœur de cet engagement. Nous communiquons ainsi régulièrement sur les résultats et les progrès des mesures engagées dans nos rapports de développement durable. Nous conduisons une analyse régulière des risques pour les évaluer en continu. Cela nous permet d'identifier précisément les risques futurs pour notre chaîne d'approvisionnement et d'y réagir en conséquence. Nous réévaluons régulièrement nos actions pour les adapter en tenant compte de l'évolution des questions sociales et environnementales dans le domaine des achats, .

À ce titre, notre dialogue avec nos parties prenantes nous est d'une aide précieuse. Parmi ces acteurs, nous comptons notamment nos fournisseurs, des experts et des organisations de la société civile. Nous avons aussi à cœur de poursuivre les partenariats et les initiatives existants et d'instaurer de nouvelles coopérations.

Grâce à ces mesures et à un management dédié, nous voulons améliorer durablement les conditions de vie des partenaires de nos chaînes d'approvisionnement.

Le présent document de Devoir de vigilance a été approuvé par la direction de Lidl France.

Michel Biero
Directeur Exécutif Achats
Lidl France



2. Notre vision

Lidl fait partie des plus grandes sociétés commerciales du monde et met en avant la question du développement durable pour pérenniser ses activités. Le monde fait face à des défis considérables en matière de protection des droits de l'Homme et de l'Environnement, qui ne peuvent être surmontés qu'à l'échelle mondiale. D'un point de vue environnemental, l'humanité vit actuellement au-dessus de ses moyens, quand bien même, aujourd'hui comme hier, deux personnes sur trois vivant en situation d'extrême pauvreté dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Lidl veut contribuer à relever ces défis et bien d'autres, à mettre en œuvre des améliorations durables et à trouver des solutions sur le long terme, afin de proposer une gamme de produits plus durables, plus équitables et plus sains.

Pour définir ce que Lidl entend par développement durable, dans le cadre d'une analyse stratégique, nous avons élaboré une vision, une mission, des priorités et des mesures concrètes que nous nous engageons à respecter. Nous ne nous sommes pas contentés d'élaborer cette stratégie en interne, nous avons également tenu compte des attentes de nos clients et de la société, des priorités des ONG, de l'évolution de la législation et des connaissances scientifiques. En outre, lorsque nous avons choisi les mesures à appliquer, nous avons pris en considération l'impact que nous pourrions avoir sur le fonctionnement de nos chaînes d'approvisionnement.

Cela nous a permis d'identifier des domaines prioritaires, pertinents pour notre entreprise, alignés sur des défis actuels et futurs : **les principaux champs actions/piliers de la stratégie de développement durable de Lidl pour les achats sont le changement climatique, l'eau, l'économie circulaire, les droits humains, les matières premières, la biodiversité et la responsabilité des produits.**

La structure de la chaîne de création de valeur de la vente au détail et de production d'aliments est complexe et fait intervenir des acteurs et des entreprises d'un grand nombre de pays différents. C'est au cœur de ces chaînes d'approvisionnement toujours plus mondialisées que se cachent les plus grands défis en matière de droits de l'Homme et de protection de l'environnement. Les risques liés au respect des droits humains ont souvent des causes complexes, touchant des pans entiers de l'économie. Par exemple, les risques sociaux dans les domaines de la sécurité au travail, de la liberté d'association, de l'absence de discrimination et de l'adéquation de la rémunération ne peuvent souvent être palliés qu'avec des solutions systémiques, et il en va de même pour les violations de l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé. Lidl collabore donc également avec les gouvernements, d'autres entreprises, des fournisseurs et des organisations de la société civile, participant activement à la construction d'un futur où il fera bon vivre en société.

En outre, pour la fabrication de produits alimentaires, il convient également d'utiliser les ressources de la manière la plus efficace et la plus écologique possible. Cela suppose des méthodes de culture, de récolte et de transformation responsables, tenant compte de la population mondiale croissante, en trouvant le juste équilibre entre l'augmentation des rendements d'une part et la protection des sols, de l'air, des réserves d'eau et de la biodiversité d'autre part. À ce titre, nous voulons adapter notre consommation de ressources aux limites de notre planète et par nos activités économiques, contribuer activement à la préservation de l'écosystème. Dans le présent exposé de principe, nous définissons des approches pour minimiser les risques dans nos principaux champs d'action, ainsi que des engagements et des mesures concrètes que nous mettons en œuvre.



Déclarations, normes et directives

Nous sommes conscients que notre statut de grande société commerciale nous impose de veiller au respect des droits humains, de protéger l'environnement et d'atténuer les risques prévisibles. La vigilance de Lidl France en matière de protection des droits de l'Homme et de l'Environnement se fonde sur notre engagement envers de grandes normes internationales, dont notamment les suivantes :

- Déclaration universelle des droits de l'Homme
- Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU
- Convention les Nations Unies relative aux droits de l'enfant
- Convention les Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Principes directeurs des Nations Unies sur les droits de l'Homme et les entreprises
- Principes d'Autonomisation des Femmes des Nations unies (WEP)
- Conventions, normes fondamentales et recommandations de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant le travail et la protection sociale
- Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
- Principes de Dhaka sur la migration dans la dignité

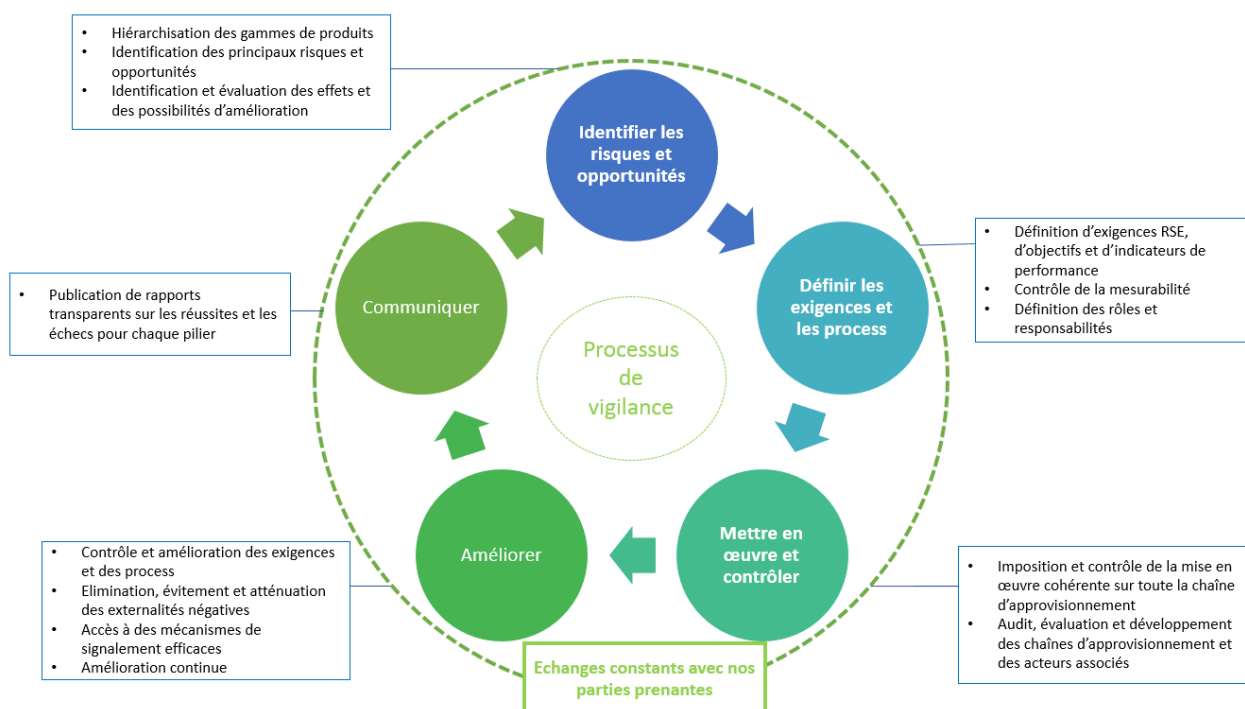
En outre, depuis 2006, notre Code de bonne conduite sert de base à nos processus internes et fait également partie intégrante des contrats que nous concluons avec nos partenaires commerciaux directs. En effet, nous partageons la responsabilité de nos chaînes d'approvisionnement avec tous nos fournisseurs. Nous contraignons donc nos partenaires commerciaux à appliquer les mesures pertinentes y compris en amont de leur chaîne d'approvisionnement et à faire appliquer le Code de bonne conduite à leurs propres fournisseurs.

Lidl applique une politique de **tolérance zéro** en cas de passivité face à des situations de travail forcé ou de travail des enfants, et traite les possibles manquements conformément à son devoir de vigilance.



3. Approche de management pour la mise en œuvre du devoir de vigilance

Notre approche de management doit nous permettre de mettre en œuvre cette stratégie de RSE (responsabilité sociétale de l'entreprise) de manière structurée au sein de notre entreprise et de l'appliquer de manière cohérente. Nous procédons à l'analyse systématique des risques de violation des droits humains ou d'impacts environnementaux au sein de nos processus commerciaux et lors de la fabrication de produits pour notre marque distributeur. Selon les résultats de cette analyse, nous définissons des mesures concrètes afin de contrer, éviter ou atténuer efficacement les effets indésirables pour nos activités.



3.1 Identifier les risques et opportunités

Nous contrôlons en continu les risques pouvant découler de la fabrication de nos produits dans les champs d'action/piliers stratégiques que nous avons préalablement identifiés. Nous voulons que les risques économiques, écologiques et sociaux soient mesurables afin de pouvoir estimer non seulement les risques directs pour nos activités commerciales, mais également les risques pour nos chaînes d'approvisionnement, et prendre des mesures en conséquence.

Pour évaluer les risques éventuels liés à la fabrication des produits de notre marque distributeur, nous nous basons sur plusieurs indices : outre l'Indice des droits dans le monde de la Confédération syndicale internationale (ITUC) et le Global Slavery Index (indice sur l'esclavage dans le monde), nous utilisons des données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Indice de performance environnementale. De plus, nous échangeons en continu avec des parties prenantes externes,



faisant notamment appel à l'expertise d'organisations de la société civile, de syndicats et d'autres spécialistes. Avec tous ces spécialistes, nous mettons au jour les obstacles qui subsistent dans l'exercice des droits humains, notamment la liberté d'association.

Nous voulons également identifier de manière systématique les risques au sein de notre chaîne d'approvisionnement. Pour ce faire, nous procédons à une évaluation complémentaire des risques pour l'ensemble de la gamme de produits. Nous déterminons les effets négatifs directs sur les droits humains de nos activités commerciales, sans oublier de tenir compte des risques environnementaux comme la pollution de l'eau ou les émissions de gaz à effet de serre. En effet, ces derniers peuvent également avoir des répercussions négatives sur les droits humains. Bien entendu, notre analyse couvre toutes les étapes de la chaîne de création de valeur, de l'acquisition des matières premières à la fabrication des produits finis.

Pour pouvoir procéder à l'évaluation quantitative des risques existants ou des effets concrets, nous avons défini des indicateurs et des critères pour tous les champs d'action/piliers. Ces facteurs rendent les risques mesurables et comparables : par exemple, pour les risques climatiques, nous mesurons la quantité de gaz à effet de serre émise pour l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, et pour le risque de perte de biodiversité, la probabilité que la fabrication des produits provoque l'extinction d'espèces. Selon les facteurs et le volume d'achat correspondant, nous déterminons ensuite les chaînes d'approvisionnement les plus à risque, les étapes de la chaîne de création de valeur présentant le plus de risques pour les travailleurs et les petits exploitants et celles où nous avons l'impact le plus fort.

Lors de l'évaluation globale des risques de notre gamme de produits de marque distributeur, nous avons identifié les risques sociaux et environnementaux suivants pour les matières premières :

Analyse de risques - matières premières, risques et pays concernés

BANANES	
Risques sociaux • Travail des enfants : Brésil, Équateur, Philippines • Travail forcé : Inde, Indonésie • Droit du travail : Brésil, Chine, Philippines • Discrimination : Inde, Indonésie	Risques environnementaux • Biodiversité : Équateur, Inde • Vulnérabilité climatique : Inde, Philippines • Affectation des sols et déforestation : Brésil, Équateur, Indonésie • Risques liés à l'eau : Brésil, Inde

COTON	
Risques sociaux • Travail des enfants : Inde, Turkménistan, Ouzbékistan • Travail forcé : Inde, Pakistan, Ouzbékistan • Droit du travail : Inde, Pakistan, Ouzbékistan • Discrimination : Inde, Pakistan	Risques environnementaux • Biodiversité : Inde, Turquie, États-Unis • Vulnérabilité climatique : Inde, Pakistan, États-Unis • Occupation des sols et déforestation : Brésil, Chine, Inde • Risques liés à l'eau : Chine, Inde, États-Unis



FLEURS ET PLANTES

Risques sociaux

- Travail des enfants : Éthiopie, Kenya
- Travail forcé : Éthiopie, Kenya, Thaïlande
- Droit du travail : Éthiopie, Chine, Malaisie
- Discrimination : Éthiopie, Kenya

Risques environnementaux

- Biodiversité : Éthiopie, Équateur, Kenya
- Vulnérabilité climatique : Kenya, Thaïlande
- Occupation des sols et déforestation : Équateur, Colombie, Malaisie
- Risques liés à l'eau : Éthiopie, Chine, Kenya

POISSON

Risques sociaux

- Travail des enfants : Philippines, Thaïlande, Vietnam
- Travail forcé : Chine, Thaïlande, Vietnam
- Droit du travail : Indonésie, Thaïlande, Vietnam
- Discrimination : Maroc, Mexique, Indonésie

Risques environnementaux

- Biodiversité : Chine, Inde, États-Unis
- Vulnérabilité climatique : Inde, États-Unis
- Affectation des sols et déforestation : Brésil, Malaisie, Vietnam
- Risques liés à l'eau : Chili, Chine, Inde

NOISETTE

Risques sociaux

- Travail des enfants : Azerbaïdjan, Géorgie, Turquie
- Travail forcé : Chine, Géorgie
- Droit du travail : Chine, Iran, Turquie
- Discrimination : Azerbaïdjan, Iran

Risques environnementaux

- Biodiversité : Géorgie, Turquie, États-Unis
- Vulnérabilité climatique : États-Unis
- Affectation des sols et déforestation : Azerbaïdjan, Chine, Géorgie
- Risques liés à l'eau : Azerbaïdjan, Chine, Iran

CAFE

Risques sociaux

- Travail des enfants : Éthiopie, Colombie
- Travail forcé : Éthiopie, Indonésie, Colombie
- Droit du travail : Brésil, Guatemala, Indonésie
- Discrimination : Éthiopie, Honduras, Inde

Risques environnementaux

- Biodiversité : Indonésie, Honduras, Vietnam
- Vulnérabilité climatique : Brésil, Inde, Vietnam
- Affectation des sols et déforestation : Brésil, Indonésie, Colombie



	• Risques liés à l'eau : Brésil, Indonésie, Vietnam
--	---

CACAO

Risques sociaux

- Travail des enfants : Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria
- Travail forcé : Côte d'Ivoire, Ghana, Indonésie
- Droit du travail : Brésil, Côte d'Ivoire, Indonésie
- Discrimination : Côte d'Ivoire, Ghana, Indonésie

Risques environnementaux

- Biodiversité : Côte d'Ivoire, Ghana, Indonésie
- Vulnérabilité climatique : République dominicaine, Nigéria
- Affectation des sols et déforestation : Brésil, Équateur, Côte d'Ivoire, Ghana
- Risques liés à l'eau : Brésil, Ghana, Nigéria

HUILE DE PALME

Risques sociaux

- Travail des enfants : Côte d'Ivoire, Nigéria
- Travail forcé : Indonésie, Malaisie, Thaïlande
- Droit du travail : Indonésie, Colombie, Malaisie
- Discrimination : Guatemala, Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée

Risques environnementaux

- Biodiversité : Équateur, Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Vulnérabilité climatique : Indonésie, Malaisie, Thaïlande
- Affectation des sols et déforestation : Indonésie, Malaisie, Thaïlande
- Risques liés à l'eau : Indonésie, Nigéria, Thaïlande

RIZ

Risques sociaux

- Travail des enfants : Bangladesh, Inde, Vietnam
- Travail forcé : Inde, Thaïlande, Vietnam
- Droit du travail : Chine, Thaïlande, Vietnam
- Discrimination : Inde, Indonésie, Myanmar

Risques environnementaux

- Biodiversité : Chine, Inde, Vietnam
- Vulnérabilité climatique : Inde, Myanmar, Vietnam
- Affectation des sols et déforestation : Chine, Inde, Vietnam
- Risques liés à l'eau : Chine, Inde, Vietnam



SOJA	
Risques sociaux • Travail des enfants : Inde, Nigéria, Paraguay • Travail forcé : Chine, Inde, Ukraine • Droit du travail : Brésil, Inde, Ukraine • Discrimination : Bolivie, Inde	Risques environnementaux • Biodiversité : Argentine, Chine, Inde • Vulnérabilité climatique : Inde, Canada, États-Unis • Affectation des sols et déforestation : Bolivie, Brésil, Paraguay • Risques liés à l'eau : Brésil, Chine, Inde

THE	
Risques sociaux • Travail des enfants : Inde, Kenya, Sri Lanka • Travail forcé : Chine, Inde, Sri Lanka • Droit du travail : Chine, Inde, Kenya • Discrimination : Inde, Kenya, Turquie	Risques environnementaux • Biodiversité : Chine, Inde, Kenya • Vulnérabilité climatique : Inde, Kenya, Vietnam • Affectation des sols et déforestation : Chine, Inde, Indonésie • Risques liés à l'eau : Chine, Inde, Vietnam

CELLULOSE	
Risques sociaux • Travail des enfants : Chine, Indonésie, Russie • Travail forcé : Chine, Indonésie, Russie • Droit du travail : Brésil, Chine, Indonésie • Discrimination : Brésil, Indonésie	Risques environnementaux • Biodiversité : Indonésie, Canada, Russie • Vulnérabilité climatique : Japon, Canada, États-Unis • Affectation des sols et déforestation : Brésil, Chine, Indonésie • Risques liés à l'eau : Brésil, Chine, États-Unis

Cette liste porte sur les matières premières les plus pertinentes stratégiquement par rapport au volume d'achat de Lidl. Sur la base de l'indice international des risques, les principaux risques sociaux et environnementaux sont modélisés en fonction des pays d'origine des marchandises.



Risques identifiés pour les Hommes et l'Environnement

Dans le cadre de notre approche de gestion, nous avons identifié les grands risques suivants pour les humains et l'environnement. Sur cette base, nous avons défini des étapes efficaces pour atténuer ces risques et rendons compte en continu à ce sujet dans le cadre de notre devoir de vigilance d'entreprise.

Risques sociaux :

- **Travail des enfants** : emploi d'enfants en âge d'aller à l'école, dans des conditions dangereuses pour leur santé
- **Travail forcé** : traite humaine, contraintes, menaces, retenue de salaire, constitution de dettes, par exemple par la fixation de frais d'intermédiation élevés pour l'obtention d'un emploi
- **Droit du travail insuffisant** : rémunération inférieure au seuil de subsistance, atteintes à la santé du fait d'une protection insuffisante au travail, limitation de la liberté d'association, horaires de travail inhumains et discriminations, harcèlement ou abus sur le lieu de travail
- **Discrimination** : toute forme de différenciation, exclusion ou privilège, notamment sur la base du sexe, de la religion, de la couleur de la peau ou de l'origine, se traduisant par une inégalité de traitement ou des conditions dégradantes

Risques environnementaux :

- **Biodiversité** : répercussions sur l'écosystème ou perte de diversité des espèces
- **Vulnérabilité climatique** : vulnérabilité face aux effets négatifs du changement climatique
- **Affectation des sols et déforestation** : déboisement de zones forestières au profit d'autres formes d'affectation des sols, perte d'habitats
- **Risques liés à l'eau** : rareté de l'eau, stress hydrique, accès insuffisant à l'eau, pollution aquatique

3.2. Définir les exigences et les processus

L'intégration des spécifications et des processus de RSE dans nos activités quotidiennes est indispensable si nous voulons réussir à mettre en œuvre les améliorations souhaitées.

Lorsque des risques spécifiques aux matières premières sont identifiés et évalués, ils sont évoqués et discutés avec les équipes achats de chacun des pays dans lesquels Lidl est présent, les fournisseurs stratégiques et les ONG compétentes. Ce processus de consultation débouche sur des chartes d'achats responsables pour les achats, obligatoires pour tous nos fournisseurs et consultables sur notre site Internet enrouteversdemain-lidl.fr. Ces chartes d'achats responsables sont sans cesse retravaillées et définissent des objectifs et des actions qui doivent permettre à Lidl France d'éviter ou d'atténuer les risques sociaux et environnementaux lors de l'achat de matières premières pour la fabrication de ses produits.

Ces chartes sont des exigences obligatoires intégrées à nos pratiques d'achat. En outre, nos acheteurs suivent une formation systématique sur nos objectifs en termes de matières premières, afin de pouvoir les appliquer en toute fiabilité lors de leurs décisions d'achat.

Lidl vérifie de manière cohérente si tous les acheteurs appliquent ses spécifications. En outre, nous encourageons les échanges actifs et dialoguons avec les ONG et autres parties prenantes externes pour



améliorer les conditions de travail au sein de nos chaînes d'approvisionnement et garantir le respect des droits humains.

2014	TEXTIL Seit 2014 sind wir Teil der Greenpeace Detox-Kampagne und haben uns verpflichtet, alle gefährlichen Chemikalien aus unserer Textilienproduktion zu eliminieren.
2016	KAKAO Seit 2016 sind 100 % der kakaohaltigen Eigenmarkenartikel bei Lidl zertifiziert mit: Bio, Fairtrade, UTZ, Rainforest Alliance.
2018	PALMÖL Seit 2018 verwenden wir für Eigenmarkenartikel nur segregiertes (<i>Segregated</i>) Palmöl, das mittels Zertifizierungsmodell des <i>Roundtable on Sustainable Palm Oil</i> als nachhaltig und mit zurückverfolgbarer Herkunft zertifiziert ist.
	FISCH Seit 2018 ist Lidl Frankreich Teil der Arbeitsgruppe zu Thunfisch (TUPA), deren Ziel es ist, eine Rechenschaftspflicht für den Markt für Thunfischkonserven durch die gemeinsame Prüfung der deklarierten Informationen entlang der gesamten Beschaffungskette einzuführen. Unser Ziel ist es, 2020 genau definierte Anforderungen in unsere Lastenhefte aufzunehmen und ein Monitoring-Tool zu entwickeln, das eine schnelle und zuverlässige Prüfung dieser Verpflichtungen ermöglicht.
	TEE Seit Ende 2018 sind 100 % der von Lidl Frankreich bezogenen Grün-, Schwarz- und Rooibosteas Fairtrade-, Rainforest Alliance-, Bio- oder UTZ-zertifiziert.
2019	BLUMEN UND PFLANZEN Seit 2019 sind 95 % der Blumen und Pflanzen nach Umwelt- und Sozialstandards wie GLOBALG.A.P und GLOBALG.A.P GRASP sowie darüber hinausgehende Zertifizierungen wie Fairtrade zertifiziert.
	OBST UND GEMÜSE Seit 2019 sind 95 % des Obsts und Gemüses nach Umwelt- und Sozialstandards wie GLOBALG.A.P und GLOBALG.A.P GRASP sowie darüber hinausgehende Zertifizierungen wie Fairtrade zertifiziert.
	BANANEN Seit 2019 verpflichtet sich Lidl Frankreich dazu, dass alle Bio-Bananen in unseren Supermärkten eine Fairtrade-Zertifizierung aufweisen. Bei unserem Engagement hin zu Bananen aus fairem Handel geht es uns darum, die Lebens- und Arbeitsbedingungen der Produzenten zu verbessern und zur Stärkung der Umweltnormen in den Produktionsländern beizutragen.
	KAFFEE



2020	Unser Ziel ist es, dass bis Ende 2020 50 % des Kaffees zertifiziert ist, sofern es einen Zertifizierungsstandard im Erzeugerland gibt und die Warenverfügbarkeit gewährleistet ist.
	TEE Bis Ende 2020 streben wir eine Umstellung von 50 % des Kräuter- und Fruchteeesortiments auf eine Nachhaltigkeitszertifizierung durch Bio, Fairtrade, Rainforest Alliance, oder UETB/UTZ an – sofern die Rohware im jeweiligen Erzeugerland verfügbar ist.
	ZELLULOSE Bis Ende 2020 streben wir die Umstellung aller Lebensmittel und Non-Food-Artikel aus Zellulose (Holz, Papier, Karton) auf Recyclingmaterial oder Frischfaser mit FSC-Zertifizierung an. Dazu gehören insbesondere Textilien, Schuhe, Garten-/Campingartikel, Möbel, Dekorartikel, Spielwaren, Schreibwaren und Werkzeuge und Bedienungsanleitungen sowie Verpackungen.
	PALMÖL 2020 ist es unser Ziel, für Eigenmarkenartikel Palmöl zu verwenden, das mittels Zertifizierungsmodell Mass Balance des <i>Roundtable on Sustainable Palm Oil</i> als nachhaltig und mit zurückverfolgbarer Herkunft zertifiziert ist.
	FISCH Lidl Frankreich hat sich 2020 für frischen und tiefgekühlten Fisch zum Ziel gesetzt, dass 80 % des Fisches aus Wildfang MSC-zertifiziert und 70 % des Fisches aus Aquakultur ASC- oder Bio-zertifiziert ist.
2022	THUNFISCH Bis 2022 verpflichtet sich Lidl Frankreich, zu erreichen, dass 100 % der Thunfischkonserven aus lockbojenfreier (FAD free fishing) oder Pole&Line-freier Fischerei stammen oder MSC-zertifiziert sind.
2025	BAUMWOLLE Ziel ist, bis Ende 2025 für unser Non-Food-Sortiment 100 % Baumwolle aus nachhaltigen Quellen zu beziehen, die den Cotton Made in Africa, Organic, Global Organic Textile Standard oder Fairtrade-Standard einhalten.

3.3 Mettre en œuvre et contrôler

Nous concevons la mise en œuvre de notre devoir de vigilance d'entreprise comme un processus dynamique dont nous devons réviser en continu la portée et la conception, et que nous devons développer avec nos partenaires et des parties prenantes externes (comme par exemple des organisations de la société civile).



À ce titre, notre priorité est avant tout d'atténuer ou d'éviter les risques pour les droits humains et l'environnement dans la fabrication de nos produits de marque distributeur. Non seulement ces produits constituent la plus grande partie de notre chiffre d'affaires, mais ils engagent également notre responsabilité directe. Nous intégrons les conclusions de notre analyse des chaînes d'approvisionnement dans nos processus et nos spécifications d'achat en interne. Nous définissons également des directives pour nos partenaires commerciaux, précisant comment concevoir des systèmes de gestion sociale à même d'appuyer l'approche de devoir de vigilance le long de la chaîne d'approvisionnement. Enfin, nous présentons notre vision de l'aménagement durable des chaînes d'approvisionnement pour la vente des produits d'autres marques, et attendons également des autres marques qu'elles tiennent compte de nos exigences.

Pour pouvoir lutter efficacement contre les répercussions négatives et garantir le respect des droits humains dans nos chaînes d'approvisionnement, tout le monde doit s'impliquer. C'est la raison pour laquelle nous voulons que tous les collaborateurs et partenaires commerciaux concernés de Lidl prennent conscience des domaines prioritaires que nous avons définis, par le biais de formations spécifiques : les responsables RSE organisent régulièrement des ateliers internes pour tous les acheteurs, et nous proposons également des formations au sein de la chaîne d'approvisionnement, dispensées par des experts d'organisations comme Earthworm Foundation, Fairtrade, Save the Children, GIZ ou CARE.

Dans le cadre de notre approche de gestion, nous exigeons de nos partenaires qu'ils mettent en œuvre toutes les mesures de manière cohérente. Nous procédons également à des contrôles et à des évaluations de nos fournisseurs sur la base des critères RSE définis, ainsi qu'à des audits indépendants.

Pour le segment des produits alimentaires, nous nous impliquons activement pour une production durable des matières premières au-delà des simples certifications : nous soutenons plusieurs projets intervenant en amont de nos chaînes d'approvisionnement, et nous encourageons particulièrement la formation continue aux pratiques de culture durable des agriculteurs et agricultrices.

Nous voulons également encourager le renforcement de la position des femmes dans nos chaînes d'approvisionnement. Ainsi, au Guatemala, un projet œuvre au renforcement du rôle des femmes dans la production de café, tandis qu'en Bolivie, un projet met l'accent sur le développement de petites exploitations de café dans le cadre de coopératives. En Côte d'Ivoire, un projet se consacre à la mise en œuvre de méthodes de culture durables pour la production de cacao, une action qui nous a permis à elle seule de toucher 18 000 petits exploitants (voir également 3.3.2 Durabilité de la chaîne d'approvisionnement du cacao). Dans le cadre de l'initiative de Lidl pour le soja, nous soutenons également des petits exploitants au Brésil pour une production de soja durable (voir également 3.3.5 Durabilité de la chaîne d'approvisionnement du soja).

Tous ces projets ont pour objectif de renforcer le statut des producteurs de matières premières, de développer leurs connaissances et leurs compétences pour leur permettre d'accroître leurs revenus tout en s'adaptant aux effets du changement climatique. Nous les menons conjointement avec des partenaires reconnus comme Fairtrade, Earthworm Foundation, CARE, UTZ, RTRS et la GIZ (agence de coopération internationale allemande).

Nous sommes convaincus qu'il est indispensable de collaborer avec les organisations de la société civile, les experts et les autres entreprises pour améliorer efficacement et durablement nos chaînes d'approvisionnement. Par conséquent, notre réseau s'est enrichi d'acteurs compétents, nous concluons



des partenariats multipartites et nous participons à des initiatives multipartites existantes. Ainsi, Lidl est membre du comité directeur de la Table ronde sur le soja responsable (RTRS), est un membre actif du World Banana Forum, est membre fondateur et actuellement membre du comité directeur du Forum sur le cacao durable, siège au comité consultatif technique de GLOBALG.A.P GRASP et est membre de groupes de travail de l'Accord sur la sécurité contre les incendies et la sécurité des bâtiments au Bangladesh, de l'initiative ACT et de la RSPO.

Certifications Produits	Initiatives multipartites	Partenaires
       	     	  

Notre approche comporte un autre volet important, celui des contrôles indépendants, notamment dans le cadre de nos certifications ou lors d'audits sociaux. Nous sommes conscients du fait que ces contrôles n'ont à eux seuls qu'une portée limitée pour améliorer les conditions de travail ou identifier les violations dissimulées, notamment en ce qui concerne l'interdiction du travail forcé. Toutefois, ces contrôles réalisés par des instituts indépendants sont un moyen important de mettre au jour les éventuels indicateurs de risque et de vérifier de façon ciblée la situation de la chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, nous conduisons des audits sociaux SEDEX, basés sur les risques, dans notre chaîne d'approvisionnement pour le segment alimentaire, afin de contrôler les conditions de travail en vue de leur amélioration continue. Au cours d'un audit de plusieurs jours, les évaluateurs vérifient sur place et de manière indépendante si les exigences en matière de protection de la santé, de temps de travail, de droit des travailleurs, entre autres, sont respectées. Dans la chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes, nous collaborons avec GLOBAL G.A.P GRASP. Cet audit assuré par des évaluateurs externes nous permet d'évaluer tous nos exploitants sur la base d'indicateurs sociaux fondamentaux.

Pour le secteur non alimentaire, nous contrôlons régulièrement le respect des normes en matière de droits humains et mandats amfori-BSCI pour un audit social annuel indépendant auprès de tous les fabricants de notre marque distributeur dans tous les pays hors d'Europe. Nous évaluons de manière systématique les résultats de ces audits, qui influencent nos décisions d'achat. Bien entendu, dans cette branche d'activité également, nous faisons part de nos attentes à nos fournisseurs : dans des politiques ciblées, nous



exigeons entre autres qu'ils préviennent activement le travail des enfants et le travail forcé, comme c'est le cas dans notre Politique de recrutement responsable (Policy Responsible Recruitment).

En outre, pour le secteur non alimentaire, nous nous engageons également dans plusieurs projets et mesures incitatives afin de relever les défis environnementaux et sociaux, en particulier pour la production textile : faiblesse des normes de protection du travail et de l'environnement, consommation élevée de matières premières, de produits chimiques, d'énergie et d'eau.

Entre 2009 et 2019, conjointement avec notre partenaire GIZ, nous avons mené à bien des projets incitatifs approfondis au Bangladesh et en Chine auprès d'environ 200 fournisseurs, qui ont été sensibilisés aux normes relatives à l'environnement, au travail et à la sécurité. Cela nous a notamment permis d'atteindre la plupart des objectifs de la campagne Detox de Greenpeace, comme Lidl s'y était engagé en 2014. Pour faire respecter des normes plus strictes en matière de sécurité et de protection contre les incendies sur le long terme par les fabricants de textile dans un grand pays producteur comme le Bangladesh, Lidl a signé l'Accord sur la sécurité contre les incendies et la sécurité des bâtiments au Bangladesh. En outre, nous nous intéressons directement aux produits et aux matières premières pour améliorer leurs répercussions environnementales et sociales.

En cas de violation du droit du travail dans une chaîne d'approvisionnement, Lidl s'efforce de travailler avec ses partenaires commerciaux pour améliorer la situation. Les relations commerciales ne sont maintenues en dépit de violations des droits humains que s'il n'existe aucune autre solution. Pour mieux comprendre les répercussions des violations des droits humains au sein de nos chaînes d'approvisionnement, outre les audits sociaux, nous conduisons trois études d'impact sur les droits humains par an.

Au cours des pages suivantes, nous présentons des exemples d'études de cas et des mesures que nous avons prises pour les chaînes d'approvisionnement concernées sur la base des risques identifiés.



3.3.1 Salaires et revenus de nature à garantir la subsistance des individus

Principaux risques : discrimination, insuffisance du salaire

Lidl reconnaît le droit à toucher un revenu de nature à garantir la subsistance par un salaire suffisant comme un droit humain fondamental. C'est la seule façon pour les salariés, les travailleurs et leur famille de jouir d'un niveau de vie décent. Pourtant, dans le monde, des centaines de millions de personnes vivent en situation de pauvreté. Souvent, ces personnes touchent un revenu ou un salaire trop faible pour assurer leur subsistance. Les exploitants agricoles des pays en développement et des économies émergentes peinent tout particulièrement à vivre de leur travail, quand bien même ils apportent une contribution importante à la chaîne de création de valeur mondiale.

Un salaire ou un revenu de subsistance doit permettre de couvrir le coût de la nourriture, de l'eau, du logement, de l'éducation, de la santé, du transport, des vêtements et des autres besoins fondamentaux. Ce terme englobe également une épargne pour faire face aux imprévus.

Dès 2006, Lidl a clairement énoncé l'objectif d'un salaire de subsistance dans son Code de bonne conduite et s'est engagé à garantir de meilleurs salaires, par exemple grâce à ses produits certifiés Fairtrade.

Reste encore un défi de taille : comment pouvons-nous, en coopérant avec les autres acteurs, œuvrer pour aider davantage de personnes au sein de nos chaînes d'approvisionnement à garantir un salaire ou un revenu de subsistance décent ? À ce titre, Lidl a décidé, conjointement avec d'autres entreprises, de s'engager volontairement en faveur de salaires et de revenus de subsistance. Ensemble, nous nous engageons à prendre les mesures suivantes et nous formons nos partenaires et acheteurs à leur mise en œuvre :

- **Encourager l'adhésion à l'échelle de l'entreprise**

Nous nous assurons qu'au sein de notre entreprise, toutes les personnes concernées prennent conscience de l'urgence de revenus et de salaires de subsistance.

- **S'ancrer dans les directives en matière de durabilité**

L'objectif de nos directives internes est de mettre en place des revenus et des salaires de subsistance dans nos chaînes d'approvisionnement internationales. À ce titre, nous avons déjà clairement pris position dans notre Code de bonne conduite en 2006.

- **Améliorer la transparence des chaînes d'approvisionnement**

Nous voulons renforcer la transparence pour mieux évaluer l'influence des produits de notre marque distributeur sur les salaires et les revenus. Pour en savoir plus sur nos plans concrets en matière d'amélioration de la transparence, voir 3.5 Communiquer sur les résultats (nos engagements).

- **Identifier les risques**

Cela nous permettra de mieux comprendre les matières premières, les régions d'achat et les structures de chaîne d'approvisionnement présentant le plus grand risque de salaires ou de revenus insuffisants pour les producteurs. Dans le cadre de notre adhésion à la plateforme Fruit Juice, nous soutenons actuellement une étude au Brésil pour identifier les écarts de rémunération et de revenus dans la culture de l'orange.

- **Identifier et réduire les écarts de rémunération et de revenus**

Nous analysons les écarts de rémunération et de revenus à l'échelle des producteurs dans nos chaînes d'approvisionnement internationales à haut risque.



Grâce au développement du chocolat WayToGo en 2019, Lidl influence directement l'augmentation du revenu des producteurs de cacao au Ghana. En 2018, le revenu des producteurs de cacao au Ghana n'atteignait qu'environ 52 % d'un revenu pouvant être considéré comme de nature à garantir la subsistance. Dans le cadre de son partenariat avec Fairtrade, la coopérative de producteurs Kuapa Kokoo et l'ONG Rikolto, au Ghana, pour chaque tonne de cacao utilisée dans les chocolats WayToGo, Lidl verse une prime en plus de la prime Fairtrade. Cet argent est investi dans des projets visant à améliorer durablement les revenus des petits producteurs. Rien que pour la première année, le projet a touché 440 petits exploitants, dont un quart de femmes.

- **Encourager les pratiques d'achat responsables**

Nous analysons les conséquences des écarts de rémunération et de revenus dans les chaînes d'approvisionnement à risque. Sur la base des résultats, en étroite collaboration avec nos acheteurs et fournisseurs, nous développons des pratiques d'achat responsables et les stratégies de mise en œuvre qui en découlent.

Fort de sa position d'acteur de la grande distribution, Lidl a souscrit à l'initiative « Action Collaboration Transformation ». ACT est le premier accord mondial en faveur de conventions collectives pour l'industrie du textile dans les pays producteurs. Les salaires négociés dans ce contexte sont soutenus par les pratiques d'achat responsables des entreprises participantes. ACT a également développé un mécanisme pour évaluer les effets de l'initiative : les fabricants de textile et les représentants de travailleurs évaluent le degré d'efficacité dans la mise en œuvre des obligations par les entreprises et l'augmentation des salaires que cela permet. En premier lieu, ACT a mis l'accent sur le Cambodge, le Myanmar, le Bangladesh et la Turquie.

- **Évaluer les effets**

Nous identifions et testons des méthodes pour analyser et évaluer efficacement les effets de notre approche sur les revenus et les salaires des producteurs.



3.3.2 Durabilité de la chaîne d'approvisionnement du cacao

Principaux risques : travail des enfants, travail forcé, insuffisance du salaire, changement climatique, perte de biodiversité, déforestation

Le cacao est une matière première importante pour notre gamme de produits. Notre analyse des risques démontre que cette chaîne d'approvisionnement présente à la fois des risques pour la protection de l'environnement et des droits humains, en particulier dans les exploitations de cacao. Dans les principaux pays producteurs en Afrique de l'Ouest, la production de cacao s'assortit souvent de violations des droits humains comme le travail des enfants, le travail forcé et une rémunération injuste. En outre, la grande instabilité des prix fragilise les revenus des petits producteurs, à l'origine de 90 % des récoltes mondiales de cacao. Les risques écologiques sont liés à la déforestation des forêts tropicales et d'autres changements d'affectation des sols : en Afrique de l'Ouest, les surfaces agricoles dédiées à la culture du cacao ont augmenté de plus de 107 % entre 1961 et 2011, et c'est la principale cause de recul de la forêt tropicale dans la région. La déforestation entraîne une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, ce qui fragilise non seulement les écosystèmes, mais aussi les moyens de subsistance des personnes sur place.

Pour contrer ces effets dans la chaîne d'approvisionnement du cacao, nous imposons en premier lieu à nos fournisseurs de respecter le Code de bonne conduite de Lidl. De plus, nous privilégions l'achat de cacao issu de cultures certifiées, par exemple selon les principes de Fairtrade, qui assurent de meilleurs tarifs pour les familles de petits exploitants et des conditions de travail humaines pour toutes les personnes travaillant dans les plantations dans les pays en développement et les économies émergentes. Pour les cultures, outre les principes Fairtrade, nous veillons à la protection des forêts et de l'écosystème. Depuis fin 2016, Lidl France achète 100 % de cacao issu de cultures certifiées pour sa gamme de produits de marque distributeur.

Pour encourager activement une culture responsable sur le plan social et écologique, entre 2012 et 2019, conjointement avec la GIZ, Lidl a financé la construction d'un centre de formation pour les producteurs et petits producteurs de cacao en Côte d'Ivoire. Les actions de formation et de formation continue aux méthodes de production durables et rentables ont pu toucher quelque 18 000 producteurs et productrices.

La question du revenu des petits producteurs reste un défi de taille. En 2019, avec son projet WayToGo, Lidl a été le premier vendeur du monde à créer une marque distributeur pour influencer directement l'amélioration du revenu des producteurs de cacao au Ghana. Lidl s'est associé à Fairtrade, à la coopérative Kuapa Kokoo et à l'ONG Rikolto. Le projet vise à améliorer la rémunération des producteurs de cacao au Ghana : Lidl verse une prime en plus de la prime Fairtrade afin d'accroître les revenus. Particularité de ce projet : il permet la traçabilité individuelle du cacao jusqu'aux coopératives du Ghana qui produisent le cacao destiné aux tablettes certifiées Fairtrade. Nous avons visité ces coopératives avec nos partenaires commerciaux pour nous intéresser de près à leur travail. Les chocolats WayToGo seront disponibles en supermarché en France fin 2020.

Vous trouverez d'autres informations sur nos efforts dans la chaîne d'approvisionnement du cacao dans notre Charte d'achat responsable pour l'achat durable de Cacao.



3.3.3 Durabilité de la chaîne d'approvisionnement du poisson

Principaux risques : travail forcé, disparition des ressources, perte de biodiversité

Il ressort de notre analyse de risque que la protection des ressources halieutiques et des travailleurs vulnérables revêt une importance significative dans notre chaîne d'approvisionnement. Les mers et océans stabilisent le climat et sont l'habitat d'un grand nombre d'espèces d'animaux et de végétaux. De plus, le poisson est une source d'alimentation importante pour des millions de personnes, et dans certains pays en développement, c'est même la principale source de protéines. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 33 % des stocks de poissons du commerce sont issus de la surpêche et 60 % sont issus d'une pêche non viable (version : juillet 2018). La surpêche menace la sécurité alimentaire de millions de personnes, mais a aussi des effets dévastateurs sur la biodiversité.

Lidl s'engage activement pour proposer des poissons et fruits de mer plus responsables. Nous nous engageons pour la préservation et la protection des écosystèmes marins de la planète notamment en soutenant les organismes internationaux MSC et ASC :

- La certification MSC garantit le maintien des stocks de poissons à un niveau durable. Ce label de certification de la pêche s'assortit de plusieurs critères, comme l'utilisation d'engins de pêche responsables, la minimisation de la capture accessoire et la sauvegarde sur le long terme de l'habitat des poissons et autres animaux marins.
- La certification ASC permet d'identifier les poissons et fruits de mer issus de l'aquaculture et pour lesquels des pratiques d'élevage responsables permettent de réduire au minimum les répercussions sur l'humain et l'environnement.

Lidl encourage, incite et soutient ces organisations afin qu'elles ne cessent d'évoluer. Nous nous félicitons donc tout particulièrement de constater qu'en 2020, MSC rend obligatoire la conduite d'audits sociaux (SMETA, BSCI ou SA8000) dans les pays à haut risque pour tous les détenteurs de certificats MSC. Lidl France s'implique également dans la sensibilisation des consommateurs à ces certifications et s'engage depuis 2017 chaque février dans la Semaine de la pêche responsable.

Lidl ist sich der Problematik des Thunfischfangs bewusst. Daher ist Lidl Frankreich seit 2018 Teil der Arbeitsgruppe zu Thunfisch (TUPA), deren Ziel es ist, eine Rechenschaftspflicht für den Markt für Thunfischkonserven durch die gemeinsame Prüfung der deklarierten Informationen entlang der gesamten Beschaffungskette. Unser Ziel ist es, 2020 genau definierte Anforderungen in unsere Lastenhefte aufzunehmen und ein Monitoring-Tool zu entwickeln, das eine schnelle und zuverlässige Prüfung dieser Verpflichtungen ermöglicht.

Enfin, Lidl dénonce et prend par principe ses distances avec toute pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et les méthodes de pêche illégales. Lidl exige de ses fournisseurs de poissons et fruits de mer qu'ils garantissent la traçabilité de leurs produits sur toute la chaîne d'approvisionnement. Ils doivent donc mettre en œuvre des procédés fiables afin de ne pas utiliser de matières premières issues de la pêche INN. Vous trouverez plus d'informations à ce sujet dans notre Charte d'achat responsable pour l'achat durable de Poisson.



3.3.4 Bananes issues du commerce équitable

Principaux risques : insuffisance du salaire, discrimination, droit du travail, changement climatique, consommation d'eau

La banane est le fruit frais le plus consommé au monde. La culture conventionnelle de banane présente cependant des risques environnementaux considérables, comme la perte de biodiversité et la réduction extrême de la diversité des variétés de bananes commercialisées. Il existe également des risques sociaux, à savoir des violations du droit du travail et des salaires insuffisants pour les travailleurs et travailleuses des plantations.

Deshalb verpflichtet sich Lidl Frankreich dazu, dass alle Bio-Bananen in unseren Supermärkten eine Fairtrade-Zertifizierung aufweisen. Bei unserem Engagement hin zu Bananen aus fairem Handel geht es uns darum, die Lebens- und Arbeitsbedingungen der Produzenten zu verbessern und zur Stärkung der Umweltnormen in den Produktionsländern beizutragen. Unser Ziel ist es weiterhin, die Kunden von den Vorteilen des fairen Handels zu überzeugen. Wir sensibilisieren die Kundschaft mittels Aushängen im Supermarkt und Informationen in unseren Prospekten. Fairer Handel wirkt sich entlang der gesamten Wertschöpfungskette und in allen Produktionsbereichen in den Erzeugerländern aus. Für eine Zertifizierung müssen Erzeuger und Bananenplantagen einige soziale, ökologische, ökonomische und politische Standards erfüllen: Sie müssen zum Beispiel die Löhne schrittweise auf ein existenzsicherndes Niveau anheben, die Vorschriften zum Arbeits- und Gesundheitsschutz einhalten, sexuelle Diskriminierung bekämpfen und eine nachhaltigere Landwirtschaft betreiben. Von der Auszahlung einer Fairtrade-Prämie profitiert die gesamte Gemeinschaft: Mit dem Geld werden unter anderem Weiterbildungsprogramme für die Plantagenarbeiter, neue Schulen für Kinder und der Ausbau der Infrastruktur finanziert.

Lidl arbeitet aber nicht allein daran, die Bedingungen im Bananenanbau zu verbessern. Wir sorgen durch Mitgliedschaften in Verbänden und Multi-Stakeholder-Initiativen (MSIs) auch gemeinsam mit anderen Unternehmen und Akteuren für positive Entwicklungen in den Anbauländern. 2016 sind wir beispielsweise dem World Banana Forum beigetreten und tragen damit aktiv zu besseren Produktions- und Arbeitsbedingungen im Bananensektor bei. Nicht zuletzt unternehmen wir mit unseren Kooperationen ernsthafte Schritte, um im Bananensektor existenzsichernde Löhne zu erzielen: In Zusammenarbeit mit dem World Banana Forum und der Global Living Wage Coalition werden Richtwerte für existenzsichernde Löhne festgelegt, die durch die Anforderungen an die Fairtrade-Zertifizierung durchgesetzt werden sollen. Gleichzeitig können Fairtrade-Prämien gezielt für die direkte Erhöhung der Einkommen eingesetzt werden. Die Multi-Stakeholder-Initiativen wiederum sind eine starke Interessenvertretung der Produzenten.

Ein weiteres Ziel ist es, bei unseren konventionellen Bananen Anforderungen in Sachen Menschenrechte und Umwelt zu fixieren. Deshalb haben wir uns 2019 mit allen Lieferanten getroffen, um eine bessere Sichtbarkeit der schon vorhandenen bewährten Praktiken und der Risiken des Bananenanbaus zu ermöglichen. Unser Ziel für 2020 ist es, zusammen mit unseren Bananenlieferanten Fortschrittsfahrpläne und Anforderungsraster in unsere Lastenhefte aufzunehmen.



3.3.5 Durabilité de la chaîne d'approvisionnement du soja

Principaux risques : discrimination, déforestation, perte de biodiversité

La demande mondiale de soja a explosé ces dernières années. Le soja est principalement utilisé comme aliment pour les animaux d'élevage comme la volaille, les porcs et les bovins. Cette demande importante s'assortit de répercussions négatives : des forêts sont déboisées pour cultiver le soja, ce qui restreint l'habitat de certains animaux et menace la biodiversité de ces régions. En outre, le développement des monocultures et l'utilisation intensive de produits phytosanitaires épuisent les sols et aggravent leur érosion. Cette pollution de l'environnement a des conséquences négatives pour les populations locales, qui sont souvent également touchées par des conflits pour le droit d'exploitation des sols.

Um diesen negativen Auswirkungen entgegenzuwirken, ist Lidl Frankreich entschlossen, eine führende Rolle bei der Umsetzung der **Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée** (Nationale Strategie zur Bekämpfung der importierten Entwaldung (SNDI)) zu übernehmen, die 2019 von der französischen Regierung ins Leben gerufen wurde. Daher möchten wir für 2020 eine ehrgeizige Strategie für den Sojaanbau aufstellen, die auf vier Säulen basiert:

- Wo immer möglich, wollen wir die Nutzung von Soja langfristig reduzieren und stattdessen auf heimische Alternativen wie zum Beispiel Raps zurückgreifen.
- Wo sich der Soja-Anteil – beispielsweise aufgrund eines geringeren Proteingehaltes – nicht durch Alternativen ersetzen lässt, bevorzugt Lidl Soja aus Frankreich oder der Europäischen Union.
- Direkte Mitarbeit in den Erzeugerländern, insbesondere in der Region Cerrado in Brasilien (Kauf von RTRS-Krediten, Finanzierung regionaler Hilfsprojekte für die Gemeinschaften usw.).
- Beteiligung an Arbeitsgruppen, die Synergien zwischen den Akteuren der Lieferkette fördern (WWF, Earthworm Foundation, Duralim usw.).

Pour l'instant, le soja durable et sans OGM n'est disponible qu'en petites quantités. Pour en augmenter progressivement la part, en 2017, Lidl a lancé l'initiative internationale de Lidl pour le soja. En collaboration avec l'organisation non gouvernementale ProTerra Foundation, Lidl soutient financièrement le passage à des cultures de soja durables et sans OGM au Brésil, le plus gros pays producteur. La norme ProTerra certifie exclusivement le soja sans OGM. Elle s'engage envers des pratiques agricoles durables et prévoit des critères pour l'amélioration des conditions de travail et la protection des communautés, afin par exemple de réglementer la sécurité au travail et l'interdiction du travail forcé et du travail des enfants. En 2019, nous avons étendu l'initiative de Lidl pour le soja à un partenariat avec l'organisation Donau Soja. Donau Soja s'engage en faveur de la culture de soja dans la région du Danube, et compte même cultiver du soja dans tout l'espace européen sous la marque Europe Soya. Le programme encourage un apport protéique régional, durable et sans OGM. Dans le cadre d'un partenariat autour de la protéine, Lidl soutient financièrement des producteurs de soja en Croatie et en Serbie pour les aider à passer à la culture de soja certifié, ce qui renforce le deuxième pilier de notre stratégie pour le soja.



3.4 Améliorer

Nous contrôlons régulièrement l'efficacité de nos mesures pour les améliorer en conséquence. Pour cela, nous nous appuyons sur des échanges constants avec d'autres parties prenantes et sur l'expertise de nos partenaires et fournisseurs et des ONG. Notre politique de gestion des achats et de la RSE accompagne également ce processus par des activités de suivi et l'élaboration de rapports réguliers. Le fruit de ces dialogues influence également la mise en œuvre de notre devoir de vigilance d'entreprise.

Dans ce processus, il est fondamental de pouvoir s'appuyer sur des mécanismes de signalements et des mesures correctrices fonctionnels : les personnes témoins ou victimes de possibles violations des droits humains doivent pouvoir avoir accès à un interlocuteur compétent. Nous sommes convaincus qu'une gestion efficace des signalements contribue à l'identification précoce des problèmes et au suivi ciblé des violations des droits humains. C'est la raison pour laquelle Lidl s'appuie sur les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme (UNGP) ayant mis en place un processus de signalement légitime, accessible librement, juridiquement conforme, transparent, compréhensible et équilibré, basé sur l'échange et le dialogue, mais aussi source continue d'apprentissage pour nous. Ces mécanismes de signalement font partie de notre Code de bonne conduite.

Lidl a mis en place des solutions de signalement de violation des droits humains, sociaux ou environnementaux, ainsi qu'un système de signalement en ligne. Toutes les remarques qui nous parviennent sont traitées par une équipe indépendante en charge de la conformité. Le système de signalement en ligne est une application sur Internet accessible depuis tous les appareils dotés d'une connexion Internet à l'aide du lien suivant : [lien vers le système de signalement en ligne](#).

Pour les chaînes d'approvisionnement particulièrement à risque, Lidl va également mettre en place des mécanismes de signalement spécifiques. Par exemple, Lidl est un membre actif d'un groupe de travail de l'Accord sur la sécurité contre les incendies et la sécurité des bâtiments au Bangladesh qui se consacre au développement d'un mécanisme de plainte adapté pour les travailleuses et travailleurs du textile au Bangladesh.

3.5 Communiquer

Dans notre rapport de développement durable, nous veillons à informer régulièrement et de manière approfondie nos parties prenantes internes et externes sur nos difficultés, nos progrès et nos innovations. Dans le cadre de nos rapports transparents et complets, nous nous engageons à ce qui suit :

- ❖ Nous conduisons des analyses régulières des risques de l'ensemble de nos chaînes d'approvisionnement. Les résultats sont évalués en continu et à partir de 2020, publiés, et nous les évoquons tous les ans avec les autres parties prenantes.
- ❖ En 2020, nous voulons développer une approche afin d'encourager des revenus et des salaires de subsistance le long de nos chaînes d'approvisionnement internationales afin de réduire davantage les écarts de rémunération. Nous avons déjà appliqué des mesures dans les chaînes d'approvisionnement suivantes :



- Chaîne d’approvisionnement de l’orange au Brésil (dans le cadre de la CSR Juice Platform)
- Chaîne d’approvisionnement du cacao au Ghana (dans le cadre du projet WayToGo)
- Chaîne d’approvisionnement de la banane en Équateur (dans le cadre du partenariat Fairtrade)
- Chaîne d’approvisionnement du textile au Cambodge, au Myanmar, au Bangladesh et en Turquie (dans le cadre du projet ACT)

Outre ces grands projets, nous appliquons régulièrement des programmes pour appuyer directement les femmes, les petits exploitants et les travailleurs des chaînes d’approvisionnement prioritaires afin d’améliorer leurs chances de gagner un revenu ou un salaire de subsistance. Pour ce faire, nous encourageons le développement d’une référence en matière de salaire/revenu de subsistance.

- ❖ Avant fin 2021, nous allons conduire trois études d’impact sur les droits humains dans nos chaînes d’approvisionnement à haut risque. Nous y mettrons l’accent sur l’impact des activités de notre entreprise sur les risques pour les droits humains, qui touchent en particulier les femmes, les petits exploitants et les travailleurs. Nous avons commencé par des études sur le thé au Kenya, sur la banane en Amérique du Sud et sur les fruits rouges en Espagne. Ce processus va nous amener à collaborer avec des groupes concernés, notamment des organisations de la société civile, des représentants de travailleurs et des communautés. Nous publierons les résultats et les actions prévues à ce titre.
- ❖ À partir de 2021, nous conduirons trois études d’impact par an (jusqu’en 2025). Cela va nous amener à repenser régulièrement notre approche en appliquant des méthodes internationalement reconnues.
- ❖ Nous prévoyons de mettre à disposition des personnes éventuellement concernées dans les chaînes d’approvisionnement à haut risque des mécanismes de signalement transparents et des mesures correctrices efficaces d’ici la fin 2021.
- ❖ D’ici la fin 2021, nous allons publier une charte d’engagement d’entreprise sur l’égalité entre hommes et femmes dans les chaînes d’approvisionnement.



4. Organisation et responsabilités

Il incombe à la direction de Lidl France de respecter le devoir de vigilance de l'entreprise. Au sein des entités nationales, le service des achats est chargé de la mise en œuvre de la stratégie et les services spécialisés doivent échanger régulièrement à l'échelle internationale. Des experts externes conseillent et soutiennent l'entreprise dans la définition d'actions et d'objectifs pour la mise en œuvre de son devoir de vigilance.

Lidl International	Lidl France
PDG Chargé de garantir le respect du devoir de vigilance de l'entreprise (y compris le respect des droits humains et de l'environnement)	PDG Chargé de garantir le respect du devoir de vigilance de l'entreprise (y compris le respect des droits humains et de l'environnement)
Direction du service achats Compétente pour la mise en œuvre de la stratégie de devoir de vigilance d'entreprise à l'échelle internationale	Direction du service achats et RSE Compétente pour la mise en œuvre de la stratégie de devoir de vigilance d'entreprise à l'échelle nationale
Service achats et RSE Responsable de la concrétisation de la stratégie et de son intégration dans les décisions d'achat à l'échelle internationale	Service achats Responsable de la concrétisation de la stratégie et de son intégration dans les décisions d'achat à l'échelle nationale

